



SOMMAIRE

<i>Le billet du président, Pierre-Etienne FOURNIER</i>	1
<i>Les membres de l'ATM publient</i>	2
<i>XXVII Journées sur le développement, CH-Fribourg juin 2011</i>	6
<i>Bulletin d'adhésion 2011</i>	6
<i>Ordre du jour de l'assemblée générale 2011</i>	7
<i>Procuration pour l'assemblée générale 2011</i>	7

Le billet du président

Chers Amis et chers Adhérents de l'ATM,

Comment ne point saluer l'étonnante coïncidence du thème présidant à nos XXVIIèmes Journées qui vont se dérouler les 8, 9 et 10 Juin prochain à Fribourg sous l'égide de l'Université de cette ville de l'Helvétie proche, avec l'actualité brûlante, dans tous les sens du terme, du Monde ambiant ?

Qu'il s'agisse des conflits internes aux nations africaines du Nord et du Centre qui se déroulent dans un continent dès longtemps privilégié par nos recherches traditionnelles ou de la lointaine Cipango et du stoïcisme d'un peuple japonais confronté aux affres d'un séisme porteur de graves séquelles nucléaires, tout nous renvoie à la problématique du Colloque à venir : "La construction des Sociétés civiles et le Développement". Développement *ex ante* en Extrême-Orient et orientations futures d'options cruciales, économiques et sociétales d'une part, développement *ex post* en Afrique où les mouvements pro-démocratiques ne sont pas

dénués, d'autre part, d'incertitude quant aux prochains choix politiques et religieux.

Ce n'est pas un "Entre deux" mais un "Entre trois" que nous propose, dans un sous-titre évocateur, la thématique de nos Journées dans laquelle s'entremêlent "Action politique, Innovation et Subsidiarité". De là suivent, dans le droit fil de la question centrale des relations entre le socle existentiel de la Société civile et l'avènement des libertés économiques, culturelles, politiques et sociales, d'autres questions que nous pourrions peut-être prendre en compte au cours de nos travaux.

Pour n'en citer que quelques unes, l'action politique est-elle une résultante ou une source de l'innovation en matière de comportements sociaux ? Peut-on considérer le principe de subsidiarité comme un élément fédérateur de transformations institutionnelles amplifiant la perception que les acteurs de la Société civile ont de la nécessité de ratifier les mutations technologiques d'un univers en devenir incessant ? Le constat d'erreurs d'interprétation concernant des phénomènes récurrents liés à un défaut de maîtrise des processus de survenue des crises doit-il autoriser la remise en cause de progrès économiques apparemment antinomiques d'une réelle protection sociale ? Ces questionnements et bien d'autres encore

apparaîtront sans doute en filigrane des implications nationales et internationales de notre quête de rationalisation des modalités d'accès à un développement interactif et permanent, libéré des phases de ruptures motivées par des approches divergentes des États et des organisations non gouvernementales.

Les perspectives ouvertes par nos prochaines rencontres sont à mettre au crédit des équipes de chercheurs qui ont œuvré, au sein de l'Université de Fribourg, à la très originale et intéressante démarche conduite par notre ami le Professeur Jean-Jacques Friboulet. Je ne doute pas du succès des efforts ainsi consentis en collaboration avec le Comité Scientifique de l'Association Tiers-Monde qui a d'emblée marqué son intérêt pour la thématique proposée. Les premiers "retours" des intervenants sollicités – professeurs, doctorants mais aussi consultants et chercheurs confirmés – souligneraient, s'il en était besoin, l'évidence de ce consensus favorable.

Nous attendons donc de nombreux collègues et connaissances sur le plateau vaudois où un programme sympathique a été mis au point par les organisateurs fribourgeois. Nous devons, certes, penser d'abord à réfléchir et à travailler au cœur du sujet central de notre Colloque, sans négliger pour autant quelques détentees festives – de la découverte de notre pittoresque cité d'accueil à la balade en Gruyère – qui seront bienvenues pour récompenser de fructueux échanges d'idées au sein des ateliers des journées des 8 et 9 juin. Je suis sûr que l'originalité des communications qui y seront présentées sera à la mesure de celle d'un pays si proche du nôtre sur le plan de la géographie et cependant si différent par le fonctionnement de ses institutions et par la vitalité opérationnelle de sa Société civile.

À bientôt donc, chers Amis, pour des retrouvailles animées et cordiales !...

Pierre-Etienne FOURNIER

Les membres de l'ATM publient...

Nous vous proposons les notes de lecture rédigées par des adhérents de l'ATM sur des ouvrages écrits ou auxquels d'autres membres ont contribué. Elles sont parues dans *Mondes en développement*, Vol. 39, 2011/1 n°153. <http://www.mondesendveloppement.eu/>

Jean-Jacques FRIBOULET

Histoire de la pensée économique XVIII^e-XX^e siècles

2^e édition revue et augmentée, Bruxelles, Paris, Genève, Bruylant, L.G.D.J., Schulthess, 2009, 321 pages.

Cette 2^{ème} édition de l'ouvrage de Jean-Jacques Friboulet, professeur à l'Université de Fribourg (Suisse) défend un projet ambitieux, celui de restaurer la dimension morale de la discipline économique, comme le réclame Amartya Sen depuis vingt ans. Ce faisant, la démarche de l'ouvrage s'inscrit dans une grande tradition inaugurée par l'*Histoire de l'analyse économique* de Schumpeter, que des manuels notamment francophones (Villey, Jessua) ont perpétuée. Certes, l'auteur restreint son périmètre aux grandes contributions et n'élabore pas une encyclopédie à l'instar de Schumpeter, dont il reprend cependant la démarche. La facture est littéraire et le recours à la formalisation est réduit, conformément au rejet d'une méthode purement déductiviste que Schumpeter qualifiait de « vice ricardien » qui conduit Jean-Jacques Friboulet à combiner l'induction et la déduction et à récuser l'approche technique (mathématique) qu'il considère comme une dérive.

Cette 2^{ème} édition, qui intègre la contribution de Marx et celle de Hayek, fait la part belle aux fondements philosophiques de la réflexion économique et ce faisant articule les trois niveaux de la discipline distingués par Schumpeter : la doctrine (ou la vision), l'analyse (ou la théorie) et la politique économiques. Selon les auteurs abordés dans l'ordre chronologique et selon la nature de leur contribution, l'ouvrage, qui est structuré en trois grandes parties, s'attache à la doctrine et à la politique économique, ainsi que, ou bien, à l'analyse.

La première partie est consacrée à la naissance de l'économie politique et à la conception de la doctrine libérale. Elle couvre deux chapitres dont le premier présente l'émergence du libéralisme (successivement les contributions de Hobbes et de Locke, celle de Hume et celle de la Physiocratie) tandis que le deuxième concerne l'économie politique classique réduite à Smith et à Ricardo.

Le libéralisme recouvre à la fois une dimension politique (celle des droits) et une dimension

économique (celle du jeu des marchés). La macroéconomie classique de la valeur et de la répartition met l'accent sur l'offre et s'attache à l'enjeu de la croissance dans un contexte de stabilité monétaire grâce à l'étalon-or, sans pour autant offrir de réponse à la question de la justice distributive.

Un chapitre intermédiaire expose la pensée économique de Marx et sa critique tant doctrinale ou philosophique (externe) qu'analytique (interne) de l'économie politique.

La deuxième partie, qui est aussi la plus courte, couvre l'économie néo-classique en quatre chapitres. Cette révolution scientifique vise à unifier les théories de la valeur et des prix et met l'accent sur la demande, dont le fondement réside sur la valeur d'usage (utilité). Un trop bref chapitre consacré à l'utilitarisme benthamien précède les quatre chapitres qui déclinent successivement la théorie de l'utilité (Jevons et Edgeworth), l'équilibre général sans capitalisation (Walras), la contribution de Marshall et, enfin, l'école historique allemande *versus* l'école autrichienne. Cette partie met en exergue la référence commune à l'individualisme méthodologique, ainsi que le caractère analytique de la théorie de l'utilité (le marginalisme) et son fondement benthamien, lequel n'est pas pertinent pour le postulat de rareté de Walras ou de Menger. La théorie du capital et la théorie de l'intérêt néo-classique sont abordées dans la partie suivante.

La troisième partie est consacrée à la révolution keynésienne et la contre-révolution hayekienne. Un chapitre préliminaire expose la théorie monétaire néo-classique : celle-ci recouvre la détermination du pouvoir d'achat de la monnaie à travers l'encaisse désirée de Walras, la théorie quantitative de Fisher et la formulation de Cambridge (Marshall et Pigou) ; elle recouvre également la théorie du capital de Böhm-Bawerk (en partie inspirée de celle de Jevons) et le rôle du taux d'intérêt dans l'ajustement de l'épargne et de l'investissement selon Wicksell.

La contribution de Keynes fait l'objet de deux chapitres. Un premier chapitre présente la philosophie et la méthodologie de Keynes, qui sont inspirées de l'intuitionnisme de Moore, dont l'accent mis sur le rôle des conventions influe sur le *Treatise on probability*, des jeux de langage de Wittgenstein et de la théorie des ensembles de Russell qui conduit à la distinction micro-macro ; l'exposé des premiers travaux relatifs aux conséquences économiques de la paix et à la question des réparations montre le pragmatisme keynésien qui critique le retour à l'étalon-or et rejette le risque de déflation ; cet exposé n'incorpore pas l'approche cambridgienne de la théorie quantitative de la monnaie du *Tract on monetary reform*. Le second chapitre aborde en détail les œuvres de la maturité : le *Treatise on money*, dont la dynamique de la création monétaire (le circuit) est mise en exergue, et la *Théorie générale*, plus statique, qui met l'accent sur l'emploi ; en conclusion, Jean-Jacques Friboulet concède que les

outils keynésiens ont parfois vieilli ou ont été renouvelés, mais que la contribution de Keynes marque un progrès de la discipline économique.

Le chapitre final, consacré à la contribution de Hayek, marque l'opposition de celui-ci à Keynes tant sur le plan de la vision (l'ordre spontané *versus* le rôle de la régulation) que de l'analyse de la monnaie qu'Hayek vise à neutraliser en la réduisant à sa fonction de moyen de circulation.

L'ouvrage comprend un index nominum et un index rerum, fort utiles, ainsi qu'une bibliographie sélective.

Les critiques dont l'ouvrage peut faire l'objet ne portent pas sur le parti pris qu'adopte légitimement l'auteur, l'accent mis sur la macroéconomie et la dimension monétaire, ou sur la structure de l'ouvrage. Certes, l'ouvrage aurait pu classer Marx parmi les classiques, mais le risque était grand de réduire sa contribution à une combinaison de l'état stationnaire ricardien et de la lutte des classes. Sans doute, la présentation de l'école classique sous-estime-t-elle la loi de la population de Malthus et la loi des débouchés de Say qui sont des éléments constitutifs du modèle d'offre de l'économie réelle, dont précisément Marx et Malthus se démarquent en intégrant la dimension monétaire. Peut-être aurait-il fallu mieux opposer l'équilibre général walrasien, ambitieuse construction atemporelle, à l'équilibre partiel marshallien qui aboutit à cette synthèse néo-classique (le terme est forgé par Veblen) de l'offre ricardienne et de la théorie de l'utilité marginale, et qui incorpore la dimension temporelle (court terme-long terme) sur laquelle s'appuie la contribution keynésienne. Enfin le choix des auteurs phares s'arrête à Keynes et à Hayek. Pour autant, la contribution de Pareto, celle de l'économie du bien-être et la théorie du choix social (Arrow et Sen) auraient également pu trouver une place moins subreptice dans un ouvrage dont la clé de lecture est bien la dimension morale de la discipline économique. Quoiqu'il en soit, le périmètre de la réflexion est librement délimité par son auteur et on peut imaginer que celui-ci a voulu résister à la tentation encyclopédique, quitte à raccourcir le format de l'ouvrage qui est avant tout un bon manuel. Ainsi, le lecteur clairement averti par les préfaces pourra suivre aisément la démarche de l'auteur et en partager (ou non) l'interprétation et donc les préférences.

Philippe ADAIR

ERUDITE, Université Paris-Est Créteil (UPEC)

Blandine LAPERCHE, Anne-Marie CRETIÉNEAU et Dimitri UZUNIDIS (dir)

***Développement durable :
pour une nouvelle économie***

PIE Peter Lang, 2009, Bruxelles, 295 pages

Cet ouvrage collectif, coordonné par B. Laperche, A.-M. Crétiéneau et D. Uzunidis, réunit un ensemble de textes de seize auteurs qui ont alimenté les communications du colloque international « Services,

innovation et développement durable », tenu à Poitiers entre le 26 et le 28 mars 2008, dans le cadre du troisième Forum de l'Esprit de l'Innovation.

L'ouvrage est composé de trois parties : la première s'intitule « penser le développement durable » et réunit quatre articles dont l'objectif est de chercher les « ponts » conceptuels et théoriques entre les approches du développement durable et la théorie économique contemporaine. Plus particulièrement, A. Kartchevsky et M. Maillfert s'interrogent sur la façon dont l'introduction des concepts et des problématiques de développement durable peut conduire à un renouvellement de l'analyse économique contemporaine. L'article de R. Dupuy sur les fondements de la pensée physiocrate rappelle que les questions en termes de développement durable ne sont pas nouvelles dans la science économique, bien que leur intérêt ait décliné durant deux siècles, avant d'émerger à nouveau, au début du troisième millénaire. Enfin les articles de G. Azam et M. Pouchol et de F. Dannequin et A. Diemer reviennent sur la définition des biens économiques et examinent les enjeux du capitalisme dématérialisé en tant que nouveau projet et/ou utopie du développement durable.

La seconde partie de l'ouvrage porte sur l'économie en mutation et sur les changements nécessaires à l'avènement d'une économie durable. J. Gadrey revient sur la dématérialisation de la production contemporaine en montrant l'intérêt, mais aussi les limites, de cette évolution. B. Laperche cherche, de son côté, à intégrer les problématiques du développement durable dans les approches de l'entreprise, tandis que A.-M. Crétiéneau transfère le débat au niveau de l'implication citoyenne et de l'émergence d'une économie plus durable par le bas. Enfin, J. Poirot revient, dans le dernier chapitre de cette partie, sur les potentiels et les limites d'une économie dématérialisée pour le développement durable.

La troisième partie de cet ouvrage s'intéresse aux enjeux posés par les questions environnementales et analyse les perspectives possibles, tant sur le plan technologique que sur celui de la régulation. P. Matagne étudie les relations public/privé dans la gestion des ressources naturelles et de l'eau. E. Jahan aborde les avantages et les risques du développement des biocarburants. Enfin, D. Uzunidis et A. Gabus développent l'idée selon laquelle une régulation multilatérale apparaisse comme fondamentale pour le développement d'une nouvelle économie plus durable. De façon générale, l'ouvrage propose un ensemble d'analyses concrètes qui cherchent à savoir dans quelle mesure les enjeux du développement durable sont compatibles avec ceux de l'économie contemporaine. Sur ce plan, l'ouvrage s'inscrit dans un débat récent qui dépasse le seul cadre économiste et devient un enjeu sociétal ; son intérêt réside, cependant, sur le fait

que l'approche choisie par les auteurs est strictement celui de l'économie.

Comme de nombreux ouvrages collectifs, celui-ci n'est pas exempt de certaines critiques, notamment quant à l'absence d'une véritable cohésion et d'une problématique d'ensemble, d'autant plus qu'il s'agit, dans ce cas, d'articles tirés de communications en colloque. Les différentes parties apparaissent davantage comme des juxtapositions d'analyses plutôt que des éléments intégrés dans un effort coordonné, censé convaincre le lecteur de l'argumentation développée. À titre d'exemple, la relation entre l'économie dématérialisée et les problématiques de développement durable est un sujet essentiel de l'ouvrage, traité quasiment dans chacune des trois parties ; on aurait pu espérer qu'une partie spécifique lui soit consacrée, réunissant l'ensemble des débats et des controverses autour de cette relation. Par ailleurs, on peut regretter l'absence d'une partie et d'articles consacrés aux problèmes spécifiques dans les pays émergents ou en développement. Le clivage entre pays anciennement industrialisés et pays émergents domine les débats sur la coordination des politiques économiques nationales ; or cet aspect n'est guère traité dans l'ouvrage.

Malgré ces quelques limites, l'ouvrage collectif *Développement durable : pour une nouvelle économie* reste un apport très intéressant permettant d'explicitier les enjeux du développement durable en fonction de l'économie contemporaine.

Michel DIMOU

Université de la Réunion

Olivier PETIT et Vincent HERBERT (coord.)

Risque environnemental et action collective.

Application aux risques industriels et d'érosion côtière dans le Pas-de-Calais

Monts, Lavoisier, série Références, 2010, 144 pages
L'ouvrage a un double objectif : mener une analyse pluridisciplinaire et associer la théorie formelle à l'étude empirique. La dimension théorique est abordée dans la chapitre 1 à propos des risques environnementaux, dans le chapitre 2 à propos l'action collective, dans le chapitre 3 à propos de l'action publique et des formes et modalités de coordination. La dimension empirique est présentée dans le chapitre 4 *via* le cas de Metaleurop dans le bassin minier du Pas-de-Calais et dans le chapitre 5 *via* les risques d'érosion sur la Côte d'Opale.

Le chapitre 1 compare les conceptions économiques, géographiques, sociologiques du risque environnemental. Pour les neuf auteurs, le risque environnemental généré par l'interaction entre la sphère naturelle et la sphère des activités humaines, ne fait pas l'objet d'une définition rigoureuse, ce qui ne surprend pas *a fortiori* si on se situe dans la pluridisciplinarité.

Le chapitre 2 traite de l'action collective et revient sur les débats entre individualisme méthodologique et holisme. Les travaux de Commons sont particulièrement cités. Les interrogations relatives aux rapports complexes entre les individus et la collectivité touchent la problématique du risque environnemental et interpelle les disciplines (et leurs auteurs) sur les théories de l'action collective.

Le chapitre 3 utilise les travaux d'Hirschman pour analyser les comportements des acteurs du bassin minier dont certains peuvent être classés dans la catégorie de type *voice* (protestation), tandis que d'autres seraient dans la catégorie de type *exit* (défection). Les auteurs proposent une démarche intéressante puisque « l'approche hirschmanienne n'a guère été appliquée au domaine des problèmes ou risques environnementaux » (p. 61). Dans une seconde section, en revenant sur la problématique de l'action collective et des politiques publiques, les auteurs nous renvoient aux modes de régulation nécessaires pour faire face aux risques liés à l'environnement.

Le chapitre 4 recourt également à la grille hirschmanienne pour analyser le risque de pollution et l'action collective dans le cas de Metaleurop-Nord, localisé dans l'arrondissement de Lens. L'entreprise qui produisait 150 000 tonnes de plomb et 100 000 tonnes de zinc, était plus que centenaire au moment de sa fermeture en 2003. Les auteurs voient dans la création d'une association de militants écologiques, puis d'un comité de défense, l'expression de la *voice*. De même, la multiplication d'études sur la zone à risques leur semble être la manifestation d'une forme de protestation. Sur le front de l'*exit*, ils relèvent la désertion d'une partie de la population (modeste malgré tout), puis *via* la méthode des prix hédoniques, la baisse de la valeur marchande des habitations. La démarche est originale et apporte un éclairage nouveau sur la gestion des risques. On peut, toutefois, se demander s'il n'existe pas d'autres facteurs explicatifs des migrations et/ou des la dépréciation des prix immobiliers.

Le chapitre 5 traite des risques d'érosion côtière sur les communes de Wissant et de Wimereux. Près de 90% des personnes interrogées (302 cas) ont déclaré que la Côte d'Opale était soumise à l'érosion. Mais seules 33% d'entre elles estiment connaître les mesures de prévention. Les résultats d'enquêtes permettent de pointer les difficultés de l'action collective dès lors que la perception d'un risque ne signifie pas *de facto* que les acteurs concernés soient en mesure de se prémunir contre ceux-ci.

Si l'ouvrage a l'intérêt de vouloir confronter la théorie au terrain, il aurait peut-être gagné, d'une part, à mobiliser d'autres travaux, notamment ceux de la nouvelle économie publique et de l'économie politique en matière d'économie de la réglementation et, d'autre part, à s'appuyer sur des cas concrets homogènes pour, le cas échéant, renforcer le caractère

explicatif de la *voice* ou de l'*exit*. On peut, en effet, émettre l'hypothèse que le cas de Metaleurop-Nord présente des dangers pour la santé supérieurs à ceux qui pourraient prévaloir sur la Côte d'Opale et entraîner, de fait, des comportements ou des réactions particulières. Cela n'occulte pas l'intérêt des contributions présentées, qui ont le mérite de rappeler que la gestion des risques collectifs face au comportement individuel est une tâche ardue.

Jean-Claude VÉREZ

Université d'Artois, Lead (Université du Sud Toulon-Var)

**Céline BOUVERET-RIVAT et Catherine
MERCIER-SUISSA**

***PME : conquérir des parts de marché à
l'international. Comment profiter des
opportunités de développement***

Paris, Dunod, 2010, 216 pages

Les deux auteures (enseignantes et consultantes à la fois) offrent ici un petit *vade-mecum* qui retrace les multiples moyens et les stratégies du développement international des petites et moyennes entreprises (PME). L'ouvrage est constitué de trois parties. La première présente différentes stratégies de développement des PME hors des frontières en se focalisant sur deux cas, celui des PME qui exportent à partir de leur pays d'origine et celui des PME qui exportent à partir d'un pays d'accueil dans lequel elles ont délocalisé leur production. Dans une seconde partie sont étudiés deux phénomènes particuliers, celui des PME qui font le choix de rester sur leur territoire d'origine et qui font le pari de l'innovation et du renforcement de leur compétitivité et celui des PME qui, ayant délocalisé, décident de relocaliser leur activité dans leur pays d'origine. Enfin, dans une troisième partie, est montrée l'importance des pouvoirs publics tant pour soutenir les PME dans leur stratégie de développement international que pour consolider l'attractivité du territoire en favorisant la création de pôles de compétitivité.

Cet ouvrage n'est pas une étude universitaire mais un exposé didactique méthodique, clair et précis, tant au service des étudiants futurs cadres de PME que des actuels dirigeants de PME. Ce n'est pas non plus une exhortation dogmatique, voire bureaucratique (« 1 000 PME en Chine »), incitant les PME à s'implanter à l'étranger. Au contraire, c'est bien plutôt une narration raisonnée des avantages et des inconvénients pour une PME à s'engager dans une stratégie d'internationalisation. De ce dernier point de vue, le chapitre consacré à l'analyse des causes de relocalisation est particulièrement bienvenu pour montrer les limites de tout modèle aprioriste fondé sur une approche monomaniaque des coûts salariaux. Une bonne lecture.

Thierry PAIRAULT

EHESS

XXVII Journées sur le développement



**La construction des sociétés civiles et le développement :
entre innovation, subsidiarité et action politique**

8, 9 et 10 juin 2011

**XXVII Journées de l'Association Tiers-Monde sur le
développement**

Université de Fribourg Suisse

Contacts **Nicole Papaux** : + 41 / 26 / 300.82.25. nicole.papaux@unifr.ch

Jean Brot : 03 54 50 43 52. Jean.Brot@univ-nancy2.fr

Informations : <http://www.unifr.ch/heed/fr/Colloque-ATM2011>

<http://www.mondesendveloppement.eu/>

Bulletin d'adhésion 2011

Je soussigné(e) (Nom, Prénom).....

Profession (ou raison sociale)

Adresse personnelle

Adresse professionnelle

Nationalité.....Tél.....Fax.....

email

Déclare adhérer ou renouveler mon adhésion à l'ASSOCIATION TIERS-MONDE en qualité de membre
actif et verser la somme de :..... € en espèces, par chèque bancaire ou postal.

Cotisation annuelle : Etudiant 25 €

Normale 100 €

Ami 50 €

Soutien ou Institution 150 €

À....., le..... Signature

Les membres de l'Association Tiers-Monde reçoivent :

- *Un reçu fiscal permettant, si vous êtes imposable, de bénéficier d'une réduction d'impôts.*

Oui je désire recevoir le certificat fiscal Non je ne souhaite pas recevoir de certificat fiscal

- *Le bulletin FP Contact et les Cahiers de l'ATM publiés à l'issue des Journées annuelles.*

- *L'information sur les manifestations telles les "Journées sur le développement".*

À RETOURNER À : Jean BROT, BETA-Nancy CNRS, Faculté de Droit, 13 place Carnot, 54000 NANCY

Tél : 03 54 50 43 52 - FAX 03 54 50 43 51. Jean.Brot@univ-nancy2.fr

Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB			
30066	10121	00010513901	36			
IBAN International Bank Account number						
FR76	3006	6101	2100	0105	1390	136

Domiciliation
CIC PARIS SAINT MICHEL

Bank Identification Code (BIC)
CMCIFRPP

Titulaire du compte : Association Tiers-Monde, CIC Paris Saint Michel, 6 boulevard Saint Michel 75006 Paris

Assemblée générale 2011

- L'assemblée générale de notre Association se tiendra, à 11h30, le vendredi 10 juin, dans les locaux de l'Université de Fribourg, 90 boulevard de Pérolles, CH-1700 Fribourg, en clôture des XXVII^{èmes} Journées sur le développement.
- **ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GÉNÉRALE 2011**
- 1- Validation des pouvoirs
- 2- Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de 2010
- 3- Rapport d'activité
- 4- Rapport financier et approbation des comptes
- 5- Thème et partenaire des XXVIII^{èmes} Journées sur le développement 2012
- 6- Présentation de candidatures pour d'ultérieures Journées
- 7- Questions diverses
- **Au cas où vous ne pourriez pas participer personnellement à cette réunion, nous vous serions obligés de bien vouloir retourner à Nancy, après l'avoir rempli, le pouvoir à découper ci-dessous.**

✂

Procuration pour l'assemblée générale 2011

Je soussigné (e).....donne pouvoir à :ou à l'un des membres présents

1- afin de me représenter à l'assemblée générale ordinaire de l'Association Tiers-Monde, convoquée à 11h30, le vendredi 10 juin, dans les locaux de l'Université de Fribourg, 90 boulevard de Pérolles, CH-1700 Fribourg, en clôture des XXVII^{èmes} Journées sur le développement.

2- en conséquence, prendre part à toutes dispositions ainsi qu'à tous votes sur les questions à l'ordre du jour de cette assemblée générale ordinaire.

Fait à _____, le _____

Signature*

* La signature doit être précédée de la mention "Bon pour pouvoir".

ATTENTION LES PROCURATIONS DOIVENT ÊTRE ADRESSÉES À :

Jean BROT
BETA-Nancy CNRS,
Faculté de Droit, 13 place Carnot,
54000 NANCY
Tél : 03 54 50 43 52 - FAX 03 54 50 43 51
Jean.Brot@univ-nancy2.fr